

Politique & Citoyenneté

« Cette formation, elle m'a remis dans le bain ! » confie Mariama en secouant le fond de la friteuse. À 53 ans, elle va bientôt décrocher un job. C'est une certitude. Et elle le doit en grande partie au centre de formation professionnelle de Grigny (Essonne), où elle se prépare, via un CDD d'insertion, à décrocher un titre professionnel d'agent de la restauration. Dans ce centre exemplaire, construit au cœur du quartier de la Grande Borne, elle n'a pas seulement plongé dans la friture. Elle a aussi pris un bain de langue française. « Je ne suis pas née ici et cela fait pas mal de temps que j'ai fini mes études. Avec le temps, on oublie un peu », glisse avec pudeur cette femme d'origine comorienne. « Chinoisier », « détailler », « clarifier », « mouiller », « parer », « fraiser... » « Tout ce vocabulaire culinaire, au début, c'était un peu dur », complète Founé, tout en démolant un cake au surimi. À ces drôles d'inventaires se sont ajoutées des opérations de maths pour transformer une recette pour six en plat pour deux cents personnes. Il a fallu aussi déconstruire les normes d'hygiène et de sécurité de la restauration collective, digérer quelques leçons d'informatique et avaler quelques séances d'écriture de CV.

« La non-maîtrise de la langue est un des premiers freins à l'emploi », insiste Laurence Richard, la directrice du centre de formation professionnelle (CFP) de Grigny. Sans une remise à niveau linguistique, impossible de décrocher la moindre qualification professionnelle et, a fortiori, de trouver un job. Un constat partagé par le rapport de Jean-Louis Borloo, remis au gouvernement le 26 avril. « Dans les seuls quartiers de la politique de la ville, 1,5 million de personnes sont en difficulté avec le français oral ou écrit », souligne l'ancien ministre de la Ville qui propose de lancer un plan national contre l'illettrisme et l'illectronisme. « Des milliards sont investis dans la formation professionnelle, mais, pour une part importante de nos concitoyens qui vivent dans la honte leur situation d'illettrisme, il manque une première marche pour accéder à ces dispositifs ». Insiste son rapport, censé nourrir la réflexion d'Emmanuel Macron pour définir une « nouvelle saison » de la politique de la ville, et dont les grands axes seront présentés aujourd'hui à l'Élysée.

Conscient de cet enjeu, le centre de formation professionnelle (CFP) de Grigny a intégré des modules linguistiques aux différents parcours d'insertion qu'il propose aux habitants des quartiers populaires éloignés de l'emploi. « Ce public cumule plusieurs difficultés : les problèmes linguistiques s'ajoutent au manque de qualification, aux difficultés sociales, au manque de mobilité... » souligne Laurence Richard. Or, les autres organismes de formation et leurs offres très segmentées ne peuvent répondre à tous ces défis. Créé il y a dix ans par les villes de



« LE FAIBLE NIVEAU DE QUALIFICATION DES ADULTES CÔTÉ CHAQUE ANNÉE À LA FRANCE DEUX POINTS DE SON PIB », NOTE JEAN-LOUIS BORLOO DANS SON RAPPORT.

Près de 70 % des stagiaires du centre de formation de Grigny en sortent avec un emploi. Magali Bragard

QUARTIERS POPULAIRES

En banlieue, l'insertion reste la grande oubliée

Le centre de formation créé au cœur de la Grande Borne à Grigny connaît un véritable succès. Mais cette innovation locale est menacée par le manque d'un financement pérenne de l'État.

Grigny et de Viry-Chatillon, et construit au cœur d'un des quartiers les plus pauvres de France, le CFP veut mener tous ces combats à la fois. « Aujourd'hui, 80 % de ceux qui bénéficient de formations sont ceux qui sont les plus diplômés et qui sont en emploi. Notre système de formation, à Grigny, s'adresse d'abord à ceux qui sont les moins qualifiés et leur propose un parcours sur mesure », résume Philippe Rio, maire PCF de Grigny.

« Ici, vous ne serez pas éjecté si vous arrivez un jour en retard »

La proximité du centre, visible depuis les fenêtres de la Grande Borne, joue un rôle décisif, témoigne Franck Lochert, qui dirige la mission locale de Grigny. Le CFP est souvent la dernière chance pour les décrocheurs de Grigny, où 75 % des moins de

L'OREILLE DROITE
« J'aime beaucoup ce type. » Emmanuel Macron, à propos de Philippe de Villiers, qui le conseillerait en privé, selon le IDD

1
C'est, en euro, ce que déboursera l'électeur de gauche souhaitant participer à l'élaboration du programme du PS, qui veut créer un « réseau des engagés », selon le Parisien.

25 ans n'ont pas le bac et où 30 % des jeunes sont sans emploi. « Ici, vous ne serez pas éjecté si vous arrivez un jour en retard, contrairement à d'autres organismes payés à l'heure de présence des stagiaires. » Loin de se concentrer uniquement sur le contenu des formations, ici, on mise sur l'accompagnement global des individus. Sur les 400 à 500 stagiaires que reçoit chaque année le CFP, 65 % résident dans un quartier prioritaire de la politique de la ville, et une écrasante majorité provient de Grigny et d'autres quartiers populaires de Grand Paris Sud, intercommunauté qui pilote désormais cette structure innovante.

Dix ans plus tard, les résultats sont là. « La société où j'ai réalisé mon stage m'a déjà proposé un contrat », se réjouit Mariama, jusqu'ici au RSA. Comme elle, près de 70 % des stagiaires en restauration trouvent une issue ●●●

L'ÉLYSÉE NE VEUT PAS D'UN GRAND PLAN POUR LA BANLIEUE

Emmanuel Macron reçoit ce mardi des élus et des associations de banlieue pour dévoiler les axes de sa politique pour les quartiers populaires, après la remise du rapport de Jean-Louis Borloo, fin avril. À l'Élysée, ses collaborateurs ont toutefois prévenu, vendredi, qu'il ne fallait pas attendre de « grands dispositifs » élaborés au sommet de l'État, ni d'annonces fracassantes. « Tirer un trait sur le rapport Borloo pourrait être perçu comme le signe d'un mépris sans précédent et (...) alimenter la résignation, la crise démocratique, les dérives communautaires à l'œuvre dans les quartiers populaires », a déjà réagi Laurent Russier, maire PCF de Saint-Denis.